

Zeitschrift: Schweizerische Lehrerzeitung
Herausgeber: Schweizerischer Lehrerverein
Band: 47 (1902)
Heft: 52

Anhang: Die Schulvorlage vor den Eidg. Räten 1901 u. 1902 : Beilage zur Schweizerischen Lehrerzeitung, Nr. 7

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Die Schulvorlage vor den Eidg. Räten 1901 u. 1902.

1902.

Beilage zur Schweizerischen Lehrerzeitung.

Nº 7.

Debatte im Nationalrat.

19. Dezember 1901.

Vorsitz: Hr. Ador.

Tagesordnung: Unterstützung der Primarschule.

Eintretensfrage.

M. Ruchet (Suite): Or l'art. 2 de la Const. féd. dit expressément que la Confédération a pour but d'accroître la prospérité commune des Confédérés. Cette disposition légitime notre manière de voir touchant l'appui à accorder à l'enseignement professionnel par la Confédération."

La commission du conseil des états était plus explicite puisqu'elle disait:

"Nous partageons entièrement la manière de voir du conseil fédéral et du conseil national qui ont résolu affirmativement cette question en se basant sur l'art. 2 de la constitution fédérale, et nous le faisons parce que l'enquête industrielle a fourni la preuve irréfragable que le bien-être d'une grande partie de notre peuple paraît menacé par des circonstances qu'il n'est pas en notre pouvoir de modifier.

La constitution fédérale de 1874 n'est plus basée sur la notion du "Rechtsstaat", de l'état qui ne s'occupe que de questions juridiques, comme le conçoit l'école dite de Manchester, et de fait le peuple reconnaît aujourd'hui la nécessité d'accroître la prospérité commune des Confédérés, même dans les domaines qui ne sont pas spécialement et expressément mentionnés dans la constitution."

Voilà quelle est la jurisprudence des chambres fédérales et ce n'est pas à la légère qu'elle a été établie. L'assemblée fédérale a su ce qu'elle faisait lorsqu'elle a décidé qu'en vertu de l'art. 2 elle pouvait accorder des subventions à l'enseignement professionnel. On a alloué d'autres subventions encore en vertu de cet art. 2. Subventions agricoles, subventions aux expositions scolaires, subventions pour les cartes murales; aux chapitres 7, 8 et 9 du budget du département de l'intérieur ne figurent que des subventions qui ne sont absolument pas prévues spécialement par la constitution et ne peuvent découler que de son art. 2.

Il y a quelques années, vous avez voté la création du musée national, bien qu'il ne fut pas prévu par la constitution; vous avez voté la création d'une bibliothèque nationale, elle n'était pas davantage prévue par la constitution. Toutes ces créations tendant à favoriser la prospérité commune ont été votées sans dispositions spéciales en vertu de l'art. 2. La discussion à cet égard est de pure doctrine; ceux qui sont opposés aux subventions scolaires et qui invoquent l'inconstitutionnalité de la disposition que les chambres veulent prendre ne procèdent de cette façon (ils le disent ouvertement et je les comprends), que pour avoir les garanties qu'ils désirent. Nous voulons un article constitutionnel, dit la minorité de la commission, parce que ni la loi ni les déclarations du message, tout explicites qu'elles soient, ne nous garantissent suffisamment.

Je sais d'autant mieux cette manière de voir que je l'ai partagée autrefois. Lors des discussions qui eurent lieu dans les séances des chefs d'instruction publique, je fus le premier à combattre les subventions scolaires, non pour motif v'inconstitutionnalité, mais à cause de la crainte que j'avais de soir la Confédération mettre la main sur l'école primaire et à ingérer dans un domaine qui doit appartenir exclusivement aux cantons. Les mêmes craintes que l'on nous a exprimées, je les avais alors, mais je dois avouer qu'une fois la question étudiée d'une façon plus complète, j'ai changé d'avis. Beaucoup de gens ont changé d'avis au cours de ces discussions qui durent depuis 10 ans. Si j'ai changé, c'est parce que j'ai acquis la conviction qu'il n'était nullement dans l'esprit du conseil fédéral, ni dans ses intentions de mettre la main sur l'école primaire.

La loi qui vous est proposée réserve expressément les compétences cantonales, elle dit de la façon la plus claire que la surveillance qu'elle veut exercer est purement financière. Si nous voulons accorder des subventions, c'est pour permettre aux cantons de remplir les devoirs qui leur sont imposés par la constitution. Mais nous voulons surveiller l'emploi qui sera fait des subventions fédérales. Les cantons seraient mal venus de se plaindre de ce droit de surveillance, car, comme il est dit dans le message, nous ne voulons pas que les subventions à l'école primaire dégénèrent en un vulgaire "Beutezug". Nous demandons aux cantons de nous fournir leur budget, puis, lorsque l'année pour laquelle la subvention a été demandée sera écoulée, de nous fournir leur compte d'état. Y a-t-il dans l'obligation pour les cantons de fournir leur compte budgétaire et leur compte d'état la moindre ingérence dans le domaine de l'école, le conseil fédéral peut-il demander moins? Il entend que les subventions demandées pour l'école primaire y soient réellement affectées; il ne veut pas d'un autre côté que les cantons puissent diminuer les dépenses qu'ils ont faites jusqu'à présent pour cette école, il doit par conséquent avoir le droit de vérifier si l'argent qu'il remet est bien ou mal employé. Qu'est ce que cette vérification a de vexatoire?

Je prends un exemple: Un canton se propose d'augmenter le traitement de ses régents avec la moitié de la subvention et de consacrer l'autre moitié à un bâtiment d'école. Il fournit son budget et son compte d'état en disant: Voilà l'emploi que j'ai fait de la subvention que j'ai reçue.

L'exigence de la Confédération n'est donc pas bien terrible; comme cela est dit à plusieurs reprises dans le message, elle entend n'exercer qu'un contrôle exclusivement financier; elle n'a pas l'intention de s'ingérer dans le domaine de la doctrine de l'école; loin d'elle de vouloir dicter aux cantons d'une façon ou de l'autre des principes pédagogiques.

Du reste une ingérence de la Confédération dans le domaine pédagogique serait matériellement impossible. Et d'abord, il ne saurait être question d'imposer un moule intellectuel uniforme aux Suisses allemands, aux Suisses français et aux Suisses italiens; chaque race, chaque canton même doit conserver son originalité; ce qui n'empêche pas aux germains et romands de rester bons Confédérés.

En second lieu, l'ingérence de la Confédération dans l'école publique nécessiterait un développement administratif d'une envergure telle que leurs ressources financières seraient impuissantes à le supporter.

Le conseil fédéral estime que par la voie de la législation on peut subventionner l'école primaire. Il estime d'autre part que ce subventionnement doit laisser absolument intacte la souveraineté des cantons en matière d'enseignement primaire, la Confédération n'ayant pas mission de s'ingérer dans le domaine de l'école; s'il s'est rendu aux décisions prises par les chambres, ainsi qu'aux raisons invoquées dans la demande des chefs des départements de l'instruction publique, c'est qu'il croit obéir au principe de l'art. 2 de la constitution en voulant favoriser l'augmentation de la richesse intellectuelle du pays. Là est l'unique intention du conseil fédéral.

M. Ador reprend la présidence.

M. le Président: Je vous propose d'interrompre ici les délibérations. Nous reprendrons nos travaux dans une séance de relevée à 5 heures. Auparavant je désire consulter l'assemblée sur la question de savoir si vous voulez entendre les orateurs inscrits qui ont encore l'intention de prendre la parole . . . — MM. de Planta, Schobinger, de Meuron et Curti désirent faire une simple déclaration au nom des groupes qu'ils représentent et tant au nom de la majorité que de la minorité de la commission . . .

M. Secretan (Vaud): Puisqu'il y a interruption de séance, laissons aux députés le temps de la réflexion, aussi bien existe-t-il dans l'esprit de quelques-uns d'entre nous des

malentendus sur la portée des propositions faites ici par les différents groupes de l'assemblée. Il y aurait utilité à ce que ces déclarations, dont M. le président a parlé, interviennent maintenant, parce que nous serons au clair sur la situation. D'ici à la séance de relevée, il pourrait se faire un rapprochement entre les diverses fractions de l'assemblée.

A b s t i m m u n g . Der Antrag des Hrn. Secretan wird mit Mehrheit angenommen.

v. Planta (Bünden): . . . Auf dem Boden, den Hr. Heller zuletzt eingenommen hat, will ich folgende Erklärung abgeben:

Die liberal-demokratische Gruppe hat dem Präsidenten der radikal-demokrat. Gruppe von ihrer Schlussnahme keine offizielle Mitteilung gemacht, aus dem einfachen Grunde, weil sie von seiten des Hrn. Heller nicht befragt worden ist. Die Vorgänge in der Gruppe waren folgende. Hr. Curti hat seinen Antrag den verschiedenen Gruppen zugestellt, mit der Einladung, sich zur Sache auszusprechen, und es ist deshalb naturgemäß die Antwort der Gruppe Hrn. Curti, als dem Vermittler in dieser Frage, zugestellt worden, der es übernahm, die Schlussnahme den andern Gruppen zu übermitteln. Wir müssen es also durchaus ablehnen, wenn uns der Vorwurf gemacht werden wollte, wir haben von dem, was wir beschlossen, keine Mitteilung gemacht.

Welches war die Stellung der liberal-demokrat. Gruppe? Wir wollen unter allen Umständen auch den Schein vermeiden, als seien wir einer Vorlage abgeneigt, welche geeignet ist, das Volksschulwesen zu heben . . . Allein wir sagten uns, die Subventionirung der Volksschule kann nur akzeptiert werden, wenn einerseits die Zweifel, wir wollen nicht von Gewissheit sprechen, in bezug auf die Verfassungsmässigkeit gehoben sind, und das muss auf dem Wege einer Verfassungsrevision geschehen, und anderseits uns durch den Verfassungsartikel Garantien geboten werden, dass die Autonomie der Kantone im Volksschulwesen durch die Schulsubvention nicht gefährdet werden soll. Dies war der Standpunkt unserer Gruppe.

Wir sind also mit Ihnen von der Mehrheit einig: wir wollen alles tun, was geeignet ist, die Volksschule zu heben, und wir lehnen es laut ab, wenn uns zugemutet wird, dass wir mit Hintergedanken oder offen irgend etwas gegen die Volksschule unternehmen wollen. Man hat auf Seite unserer Gruppe auch nie daran gedacht, hinter den Art. 27 der V. zurückzugehen, und wir erklären ausdrücklich, dass wir jede Zusage nach dieser Richtung entschieden ablehnen müssten.

Ich gebe ohne weiteres zu, dass die Fassung des Antrages der Minderheit zu einem solchen Missverständnis hat Anlass geben können. Wahrscheinlich ist es mit der Redaktion dieses Antrages etwas rascher gegangen, als es angesichts der Wichtigkeit der Frage hätte der Fall sein sollen.

Ich glaube daher, die liberal-demokrat. Gruppe wird ohne weiteres bereit sein, den Art. 27, wie er von der Minderheit vorgeschlagen wird, dahin zu modifizieren, dass gesagt würde: „unter dem Vorbehalte, dass die Organisation, Leitung und Beaufsichtigung der Primarschule, wie bisher, in der Kompetenz der Kantone verbleibe“. Damit wäre der Gedanke ausgedrückt, dass wir nichts Neues wollen, sondern nur das, was gegenwärtig schon Verfassungsrecht ist.

M. HH., dies wäre diejenige Lösung, die wir auf dem Boden der Verständigung am liebsten sehen würden.

Nur noch ein kurzes Wort an Hrn. Heller. Er hat gesagt: Ihr sprech immer von einem Kompromiss, aber ihr kommt uns ja nicht entgegen, ihr fordert nur, dass wir euch entgegenkommen! M. HH., für uns liegt das Entgegenkommen darin, dass wir das Prinzip der Subventionirung der Volksschule akzeptieren, weil wir eben befürchten, dass damit ein Eingriff in die Kompetenz der Kantone geschaffen werde. Ich kann leider diesen Gedanken nicht weiter ausführen, weil es sich bloss um die Abgabe einer Erklärung handelt.

Was die Verständigung anbelangt, so habe ich gesagt, dass diejenige Verständigung, die uns am liebsten wäre, in der Annahme des modifizierten Antrages der Minderheit bestünde. Allein ich erkläre: wir werden jeden andern Weg der Verständigung akzeptieren, den Sie uns gewiesen haben;

wir werden den Antrag Scherrer-Füllemanne annehmen, wenn er von den andern Gruppen angenommen wird, und wir werden sogar, aber das am unliebsten, den Antrag unseres Fraktionsgenossen Sondergger annehmen, wenn die Mehrheit ihn annimmt, aber ich wiederhole: dies am unliebsten . . . (Gründe).

Ich resümire dahin: die lib.-demok. Gruppe ist der Subventionirung der Volksschule zugetan unter der Bedingung, dass die verfassungsrechtlichen Bedenken gehoben werden. Sie ist durchaus bereit, auf dem Wege der Verständigung sich mit der Mehrheit zusammenzuschliessen und akzeptirt von vornherein jede Lösung, welche auf dem Boden der Ergänzung, nicht der Revision der Verfassung erfolgt. Unter diesen Lösungen würde sie den von mir amendirten Antrag der Minderheit vorziehen. Sollte Ihnen das nicht genehm sein, so nehmen wir den Antrag Scherrer an. Aber ich schliesse mit der nochmaligen positiven Erklärung, dass niemand von uns daran gedacht hat, hinter den Art. 27 zurückzugehen, und dass wir jede derartige Meinung entschieden zerstören müssen.

Schobinger (Luzern): Ich kann mich kürzer fassen, als Hr. v. Planta. Ich will vorausschicken, dass ich mich seinen einleitenden Bemerkungen anschliesse; im übrigen habe ich zu erklären, dass es weder in der Intention der Gruppe, für welche ich spreche, noch in der Intention ihrer Vertreter in der Kommission gelegen war, den Art. 27 der Verfassung in irgend einer Weise abzuändern, oder aufzuheben, insoweit er sich auf das Primarschulwesen bezieht. Wir vermögen nicht einzusehen, dass diese Auffassung hat platzgreifen können, da wir in dem Artikel, den wir vorschlagen, nur ein Beispiel geben wollen, wie unserer Auffassung Rechnung getragen werden könnte, und da in diesem Beispiel der Wortlaut, wie ihn die Kommissionsmehrheit festgestellt hat, aufgenommen worden ist mit Beifügung des Wörtchens „ausschliesslich“. Wir haben diesem Wörtchen nie die Auslegung gegeben, welche die Hrn. David und Heller ihm geben wollen, und erklären uns bereit, dieses Wort zu streichen.

Ferner gebe ich die Erklärung ab — ich für meine Person und namens derjenigen Mitglieder der Fraktion, mit denen ich sprechen konnte —, dass wir bereit sind, dem Antrag Scherrer zuzustimmen, der die Frage der Einbringung eines Entwurfes für eine Verfassungsergänzung unpräjudiziert an den Bundesrat weisen will; dabei hat es natürlich die Meinung, dass unsere Zustimmung zu dem Antrage des Bundesrates davon abhängig sein wird, ob unsere Auffassung, wie sie in den Voten unserer Vertreter zum Ausdruck gekommen ist, und ferner, ob die Hauptbestimmungen des Gesetzentwurfes, die wir in die Verfassung hineinbringen wollen, wirklich hineingebracht werden. Ich glaube, damit ist die Situation für unsere Fraktion klar. Sie sehen daraus, dass wir nichts anderes wollen, als diejenigen Garantien, welche die Aufnahme der wesentlichen Bestimmungen des Gesetzentwurfes in die Verfassung uns bringt.

M. de Meuron: Je tiens à déclarer également pour ma part que je reconnais le bien-fondé d'une partie des critiques faites ce matin à l'adresse de la proposition rédigée par la minorité de la commission. C'est sans aucune espèce d'arrière-pensée que le mot „exclusive“ s'est trouvé dans notre rédaction qui peut ainsi, en effet, permettre une fausse interprétation de notre véritable pensée. . . . La minorité n'a aucun amour-propre d'auteur, elle voulait donner une simple indication au conseil fédéral. Si la majorité de cette assemblée estime qu'il vaut mieux s'abstenir de renvoyer le tout au conseil fédéral sous la forme d'une indication, nous sommes prêts à y renoncer pour nous rallier à la proposition de M. Scherrer-Füllemann, qui me donne satisfaction en ce sens qu'elle sauvegarde le principe et renvoie toute la question au conseil fédéral pour étude et rapport à présenter pour la session de printemps.

En résumé, c'est le mot „exclusive“ qui a donné lieu à malentendu. Pour le cas où la proposition Scherrer-Füllemann paraîtrait avoir plus de chance au sein de cette assemblée que celle de la minorité de la commission, nous déclarons nous y rallier.

Curti: Ich habe die Mitglieder der Kommissionsminderheit beraten, welche Stellung sie zu den gefallenen Anträgen einnehmen. Es haben mir von den sechs Herren vier erklärt, dass sie den Antrag des Hrn. Scherrer annehmen werden. Ein Mitglied beharrt auf dem Eintreten auf den Beschlusses-Entwurf, und ein anderes Mitglied hat sich die Entschliessung noch vorbehalten. Eine genauere Beratung haben wir natürlich nicht pflegen können.

Heller: Im Namen einer grösseren Zahl meiner politischen Freunde — für alle kann ich eine Erklärung deshalb nicht abgeben, weil die Möglichkeit, die Gruppe zu besammeln, nicht vorlag — gebe ich die *Erklärung* ab, dass, nachdem die Minderheitsgruppen ihren anfänglichen Standpunkt verlassen haben, wir im Interesse der Sache — obwohl wir eine Verfassungsrevision nicht für nötig halten —, um eine Verständigung herbeizuführen und um zu beweisen, dass *wir nichts anderes wollen, als die Unterstützung der Volksschule* durch den Bund, wir nunmehr zu dem Ordnungsantrage des Hrn. Scherrer-Füllemann stimmen. Persönlich und für Hrn. Sonderegger gebe ich ferner die Erklärung ab, dass, obwohl auch dieser Antrag den Boden zu einer Verständigung geboten hätte und von verschiedenen Mitgliedern im Saale dieser Antrag dem Antrag Scherrer vorgezogen worden wäre, wir dennoch unsern Vorschlag zurückziehen zu gunsten des Antrages des Hrn. Scherrer-Füllemann.

M. le Président: La proposition de M. Scherrer-Füllemann revêt le caractère d'une *motion d'ordre*.

M. le conseiller fédéral Ruchet: Le conseil fédéral, tout en reconnaissant que la question est très délicate et prête à des interprétations différentes, maintient le point de vue juridique auquel il s'est placé. Toutefois, dès le moment qu'une entente peut, paraît-il, intervenir entre les différentes groupes de l'assemblée en vue d'une *solution favorable* de la question, le conseil fédéral déclare n'y mettre aucune opposition et *préter les mains à toute combinaison* qui permettrait d'arriver à cette solution, en se plaçant au point de vue soit d'une révision constitutionnelle, soit d'une adjonction modifiant un article.

Abstimmung. Mit 111 Stimmen, d. h. einstimmig, wird der Antrag des Hrn. Scherrer-Füllemann angenommen. Er lautet:

„Es sei der Entwurf des Bundesrates zu einem Bundesbeschluss betr. die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund an den Bundesrat zurückzuweisen, mit dem Auftrage, den eidg. Räten einen formulirten Antrag auf Ergänzung des Art. 27 der Bundesverfassung so rechtzeitig einzubringen, dass die ganze Subventionsfrage in der Frühjahrssession der eidg. Räte erledigt werden kann.“

* * *

Der Vollständigkeit wegen lassen wir hier die Anträge folgen, die im Laufe der Debatte gestellt worden sind:

1. Antrag Schobinger (Kommissionsminderheit).

Rückweisung an den Bundesrat zum Zwecke der Vorlage einer Verfassungsergänzung, welche einerseits die Verpflichtung des Bundes für die Unterstützung der Kantone im Primarschulwesen regelt, andererseits den Kantonen ihre Autonomie im Primarschulwesen ausdrücklich wahrt, ungefähr in folgender Weise:

Art. 27^{bis}. Unter dem Vorbehalt, dass die Organisation, die Leitung und die Beaufsichtigung der Primarschulen in der ausschliesslichen Kompetenz der Kantone verbleiben, werden denselben zu ihrer Unterstützung in der Au'gabe, für genügenden Primarunterricht zu sorgen, aus Bundesmitteln Beiträge geleistet.

Antrag Wulschleger.

Art. 2 (Vorlage des Bundesrats), Zusätze (am Schluss): Diejenigen Kantone, in deren öffentlicher, staatlicher Primarschule die unentgeltliche Abgabe der Schulmaterialien und obligatorischen Schulbücher an die Schulkinder nicht vollständig durchgeführt ist, sind verpflichtet, wenigstens einen

Teil der Bundesbeiträge für den unter Ziffer 7 genannten Zweck zu verwenden.

Ferner sind diejenigen Kantone, in denen für die Ernährung und Kleidung armer Schulkinder nicht schon genügend gesorgt ist, verpflichtet, wenigstens einen Teil der Bundesbeiträge für den unter Ziffer 8 genannten Zweck zu verwenden.

Art. 6. Unter den in Art. 2 aufgestellten Vorbehalten ist es dem Ermessen der Kantone anheimgestellt, für . . .

3. Antrag Sonderegger.

1. Es sei auf die Vorlage des Bundesrates, betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund (vom 18. Juni 1901), einzutreten, jedoch mit der Einladung an den Bundesrat, bis zur Frühjahrssitzung der eidg. Räte einen Entwurf zu einer bezüglichen Ergänzung der Bundesverfassung einzubringen, wofür unverbindlich folgende Fassung vorgeschlagen wird:

Art. 27^{bis}. Zum Zwecke der Unterstützung der Kantone in der ihnen obliegenden Sorge für genügenden Primarunterricht können denselben aus Bundesmitteln Beiträge geleistet werden.

Die Bundesbeiträge dürfen nur für die öffentliche staatliche Primarschule (mit Einschluss der obligatorischen Ergänzungs- und Fortbildungsschule) und für bestimmte Zwecke verwendet werden. Sie dürfen ferner keine Verminderung der bisherigen Leistungen der Kantone und Gemeinden, aber auch keine Schmälerung der den Kantonen im Schulwesen zustehenden Rechte zur Folge haben.

Das Nähere bestimmt das Gesetz.

2. Die Publikation des Bundesbeschlusses bzw. -Gesetzes ist derart einzurichten, dass die Referendumsfrist erst nach erfolgter Abstimmung über den Verfassungsartikel zu laufen beginnt.

4. Antrag des Bundesrates.

Die Bundesversammlung wird durch besonderen Beschluss den Zeitpunkt feststellen, zu welchem die Schulsubvention ins Budget eingestellt werden kann.

5. Eventualantrag Heller.

Dem Antrag des Hrn. Nat.-Rat Sonderegger ist eventuell folgende Fassung zu geben:

Es sei auf die Vorlage des Bundesrates betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund (vom 18. Juni 1901) einzutreten, vor der weiteren Beratung jedoch der Bundesrat einzuladen, bis zur Frühjahrssitzung der eidg. Räte einen Entwurf zu einer Ergänzung der Bundesverfassung einzubringen, wofür unverbindlich folgende Fassung vorgeschlagen wird:

Art. 27^{bis}. Wie Antrag Sonderegger.

Ziffer 2 ist zu streichen.

* * *

Verhandlungen im Ständerat.

19. April 1902.

Vorsitz: Hr. Reichlin.

Munzinger, Berichterstatter der Kommission:*) Der Nationalrat hat dieses Traktandum in der letzten Dezember-session in Beratung gezogen und nach einer dreitägigen Debatte über die Eintretensfrage schliesslich auf den Antrag des Hrn. Scherrer-Füllemann folgenden Beschluss gefasst:

„Es sei der Entwurf des Bundesrates zu einem Bundesbeschluss betr. die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund an den Bundesrat zurückzuweisen, mit dem Auftrage, den eidg. Räten einen formulirten Antrag auf Ergänzung des Art. 27 der Bundesverfassung so rechtzeitig einzubringen, dass die ganze Subventionsfrage in der Frühjahrssession der eidg. Räte erledigt werden kann.“

Ihre Kommission hat diesen Beschluss des Nationalrates als einen Beschluss des Nichteintretens aufgefasst — nicht

*) Die Kommission besteht aus den HH. *Munzinger* (Solothurn), *Ritschard* (Bern), *Wirz* (Obwalden), *Python* (Freiburg), *Peterelli* (Graubünden), *Lachenal* (Genf), *Simen* (Tessin).

als einen Beschluss des Nichteintretens auf die Sache an und für sich, des Nichteintretens auf die Frage der Subventionierung der öffentlichen Volksschule durch den Bund, sondern als einen Beschluss des Nichteintretens auf die Vorlage, wie sie von seiten des Bundesrates gemacht worden ist, welche auf dem Rechtsgrundsatz aufgebaut ist, dass die Subvention der Volksschule durch den Bund einfach auf dem Wege der Gesetzgebung erreicht werden könne, ohne dass hiezu eine Revision der Bundesverfassung notwendig sei. Der Nationalrat hat den gegenteiligen Standpunkt eingenommen und sich dahin ausgesprochen, es solle eine Verfassungsrevision vorgenommen werden und die Frage auf diesem Boden gelöst werden. Er hat sich, wie Sie wissen, mit 111 Stimmen, d. h. einstimmig für diese Ansicht erklärt, und zwar war dabei die Meinung die, dass man dem Bundesrat in dieser Beziehung in keiner Weise vorgreifen und nicht zum voraus bestimmen wolle, ob die ganze Angelegenheit in der Verfassung selbst regulirt werden solle oder bloss der Grundsatz in die Verfassung aufzunehmen sei, um darauf dann weitere gesetzgeberische Erlasse zu stützen. Man wollte die Art und Weise des Vorgehens dem Bundesrat vollständig überlassen.

Meine Herren! Es fragt sich nun in formeller Beziehung, was für eine Stellung der Ständerat gegenüber dem Beschluss des Nationalrates einzunehmen habe, und da verweise ich einfach auf einen früheren grundsätzlichen Entscheid des Ständerates, den derselbe im Jahre 1885 anlässlich der Beratung eines Gesetzentwurfes über die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen gefasst hat und der in der bekannten Sammlung des Hrn. v. Salis, Schweiz. Bundesrecht, Bd. I, zu finden ist. In diesem Entscheid sind die Gründe einlässlich auseinandergesetzt, dass ein Nichteintretensbeschluss des Nationalrates auch von seiten des Ständerates zu behandeln sei. Ich will Sie mit den einzelnen Ausführungen nicht behelligen, ich verweise einfach auf diesen grundsätzlichen Entscheid, und ich glaube, dass niemand hier im Ständerat sein wird, der den damaligen Entscheid heute bestreiten wird.

Aber abgesehen von dieser formellen Frage sprechen sachliche Gründe dafür, dass der Ständerat sich im vorliegenden Falle über die Sache selbst ausspricht. Eine Beschlussfassung des Ständerates liegt im Interesse der Sache und jedenfalls im Interesse der Klarheit der Situation. Es besteht zunächst kein Zweifel darüber, dass der hohe Bundesrat es begrüssen wird, wenn auch der Ständerat seine Meinung ausspricht, indem er dann unter allen Umständen weiß, was er zu tun hat. Im Nationalrat ist diese Ansicht ebenfalls vertreten, und man erwartet absolut nichts anderes, als dass sich der Ständerat über diese Frage im gegenwärtigen Moment ausspreche. Es scheint mir übrigens auch der Würde des Ständerates besser zu entsprechen, in dieser wichtigen Frage zurzeit seine Meinung zu äussern, anstatt damit zuzuwartern, bis dann der Bundesrat den Auftrag des Nationalrates ausgeführt und zu der Sache bezügliche Vorschläge gemacht haben wird. Es will mir auch scheinen, dass eine Meinungsausserung über die vorliegende Frage dannzumal etwas post festum kommen würde und kaum mehr auf grosse Bedeutung Anspruch machen könnte.

Es scheint also, meine Herren, dass keinerlei Gründe vorliegen, uns zurzeit im Ständerat mit dieser Frage der Vorlage des Bundesrates betr. die Subvention der Volksschule nicht zu befassen. Von diesem Grundsatz ausgehend, schliesse ich den Antrag der Kommission unmittelbar hier an, der einstimmig gefasst worden ist und dahin geht, es möge der Ständerat dem Beschluss des Nationalrates zustimmen, immerhin in der Meinung, dass die Zeitbestimmung, die in dem Beschluss enthalten ist, selbstverständlich wegfallen muss.

Bei dieser einstimmigen Schlussnahme Ihrer Kommission waren nun allerdings bezüglich eines Punktes materieller Natur verschiedene Meinungen vorhanden. Der eine Teil der Kommission ist grundsätzlich der Meinung, dass eine Revision der Verfassung notwendig sei. Der Teil der Kommission, welcher diese Ansicht vertritt, besteht aus den HH. Peterelli, Wirz und Python. Der andere Teil der Kommission ist dagegen der Meinung, dass eine Revision der Verfassung nicht nötig sei, das sind die HH. Ritschard, Simen, Lachenal und der Sprechende. Wir halten darauf, dies zur Wahrung

unserer Stellung in dieser Angelegenheit hier auszusprechen. Wir haben uns nichtsdestoweniger dazu bequemt, zum Beschluss des Nationalrates zu stimmen, weil wir der Sache selbst keinerlei Hindernisse in den Weg legen wollten und weil wir uns nicht dem Schein aussetzen wollen, als ob wir die Form über die Sache selbst stellten, ohne Rücksicht auf das Schicksal der Lösung dieser nach unserer Ansicht sehr wichtigen Frage.

Es ist nun selbstverständlich, dass angesichts des einstimmigen Antrages der Kommission eine Diskussion über die Frage, ob eine Verfassungsrevision notwendig sei oder nicht, überflüssig, weil gegenstandslos ist, und wir haben uns deshalb in der Kommission geeinigt, die Diskussion über diese Frage einfach beiseite zu lassen, weil sie im gegenwärtigen Stadium keinen Zweck haben kann. Wir halten aber, was meine Person und die mir beistimmenden Herren betrifft, darauf, zu erklären, dass wir von der projektirten Verfassungsrevision annehmen, es werde mit derselben keinerlei Beschränkung des Bundes in Beziehung auf seine Rechte und namentlich bezüglich des Art. 27 geplant und bezeichnet werden, indem wir uns gegen eine solche Rückwärtsrevision des Art. 27, wenn sie überhaupt versucht würde, durchaus ablehnend verhalten würden. Es ist mir übrigens auch von einem Vertreter der Minderheit der Kommission gesagt worden, dass er und seine Freunde die gleiche Ansicht hätten und nicht daran dächten, die Rechtsgrundlage des Art. 27 verändern zu wollen.

Gestützt auf diese wenigen Ausführungen empfehle ich Ihnen den Antrag der Kommission zur Genehmigung.

Präsident: Wird das Wort verlangt? — Es ist das nicht der Fall. Sie haben dem Antrag der Kommission zugestimmt.

An den Nationalrat.

Verhandlungen im Nationalrat.

24. April 1902.

Vorsitz: Hr. Meister.

Curti, Präsident der Kommission: Unterm 19. Dezember 1901 fasste Ihr Rat nach einem Antrage des Hrn. Scherrer-Füllmann in der Frage der Schulsubvention den Beschluss:

„Es sei der Entwurf des Bundesrates zu einem Bundesbeschluss betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund an den Bundesrat zurückzuweisen, mit dem Auftrage, den eidgenössischen Räten einen formulirten Antrag auf Ergänzung des Art. 27 der Bundesverfassung so rechtzeitig einzubringen, dass die ganze Subventionsfrage in der Frühjahrssession der eidgenössischen Räte erledigt werden kann.“

Dieser Beschluss hatte, im Sinne von Art. 48 des Reglementes, den Charakter einer Ordnungsmotion, durch welche der Bundesrat eingeladen wird, den Entwurf einer Ergänzung des Art. 27 der Bundesverfassung vorzulegen. Nun hat der Ständerat geglaubt, seinerseits jenen Nationalratsbeschluss vom 19. Dezember in Beratung ziehen zu sollen und demselben am 19. April zugestimmt, mit Weglassung der mittlerweile obsolet gewordenen Worte: „so rechtzeitig, dass die ganze Subventionsfrage in der Frühjahrssession der eidgenössischen Räte erledigt werden kann.“ Wir lassen die konstitutionelle Frage, ob solche Nationalratsbeschlüsse wie der erwähnte von beiden Räten zu behandeln seien, unerörtert, begnügen uns, von dem Beschluss des Ständerates, welcher von dem unsrigen nicht abweicht, Vormerk zu nehmen, und gewährt vom Bundesrat nunmehr die Vorlage eines Entwurfes zur Ergänzung des Art. 27 der Bundesverfassung.

Präsident: Wie Sie gehört haben, beantragt die Kommission, dem Beschluss des Ständerates beizustimmen, mit den von Seite des Hrn. Referenten abgegebenen Erklärungen, von denen im Protokoll Vormerk genommen werden soll. — Das Wort ist nicht verlangt; Sie haben dem Antrage der Kommission beigestimmt.

An den Bundesrat.

